

par ses armées l'acte par lequel elle venait peu de temps auparavant de déclarer égaux devant la loi tous les différents peuples de la Hongrie. Si les Américains s'étaient donné la peine d'étudier la déclaration d'indépendance des Magyars, et la nature des privilèges historiques qu'ils voulaient soutenir par les armes, ils auraient évité une grande dépense de sympathie pour eux et pour leur chef Kossuth qui épousa cette cause par ambition, et en trahissant ses propres compatriotes, puisqu'il est d'origine Slave. Par là ils eussent compris qui combattait réellement pour l'affranchissement des peuples de Kossuth ou de l'Autriche.

En terminant, M. Brownson nous promet, dans un prochain numéro, une défense complète du gouvernement Autrichien dans cette guerre où toutes les sympathies américaines ont été pour les Magyars oppresseurs d'une race qui forme la majorité de la Hongrie. Nous croyons que les lecteurs sérieux et désireux de connaître la vérité, sauront gré à l'illustre écrivain de Boston de son bon et savant travail sur une époque aussi intéressante de l'histoire politique des peuples.

M. John Leeming lira demain soir dans la Salle des *Old Fellows*, une dissertation sur la *fermeture des magasins à bonne heure*, le soir. Le lecteur insistera sur les avantages pratiques que peuvent retirer de cette mesure les commerçants détaillants. On sait qu'il existe à Montréal une association dans le but d'assurer aux commis marchands les bénéfices de cette innovation dans les habitudes commerciales de notre Cité. Le public sera admis *gratis* à la lecture de M. Leeming.

VILLAGE DE ST. JEAN DORCHESTER.—D'après le dernier recensement, la population de ce village s'élève à 2,505 habitants. Il y a dans ce nombre 1,590 catholiques; 390 membres de l'Eglise d'Angleterre; 200 de l'Eglise d'Écosse; quatorze Presbytériens libres du Canada; cinq Presbytériens unis du Canada; 130 Wesleyens du Canada; trois Wesleyens de l'Eglise nouvellement Unie du Canada; 16 méthodistes; trois autres d'une catégorie différente; trois juifs, et trois baptistes. Ce détail est consigné dans le *St. John News*.

Nous ne pouvons insérer aujourd'hui un article à l'adresse du *Journal de Québec* au sujet de l'Instruction Publique.

TRIBUNAUX.

SESSIONS DE LA PAIX.

Audience du 9 janvier.—Le Grand-Jury rapporte comme fondées les accusations suivantes:

Contre Pierre Lambert, larcin; James Bourke, larcin; Wm. Lyons, larcin, sur deux accusations; James Newman, larcin; Joseph Dillon, assaut avec intention de viol sur une jeune fille au dessous de 10 ans; Ann Russell, larcin; Michael Hurley, larcin; John Ryan, larcin (condamné depuis); John Ryan, autre larcin; Mary Daly, larcin; J. Bte. Binette, larcin, sur deux accusations; Joseph Smith, larcin; Peter Gerard Lee, vol sur la personne; John Tommoth et Thomas Cunningham, larcin; Narcisse Sauvageau, assaut avec intention d'infliger des blessures graves; John Kelly, même offense.

Accusations déclarées non fondées, contre: John Tommoth, pour larcin; Maxime Goure et James Barnside, pour larcin.

Wm. Lyons plaide "couppable" aux deux accusations produites contre lui pour larcin. Mais la cour, vu son jeune âge, ne le condamne qu'à un emprisonnement de huit jours pour chaque offense.

Audience du 10.—C'est dans cette séance que J. Ryan a été convaincu de vol sur une première accusation, et placé sous une autre accusation du même genre.

John White et Alexander White, prévenus d'assaut et batture graves furent acquittés.

Pierre Lambert, accusé de larcin, s'avoue coupable.—condamné à 24 heures de prison.

Léon Arcade Bertrand, sur accusation de vol d'une corde et demi de bois de chauffage, en est convaincu et condamné à un emprisonnement de 4 mois.

Accusations fondées contre:

François Roy ou François Desjardins, pour assaut avec intention d'infliger des blessures graves; Michael McDonald et Francis McDonald, sur la même offense; George Labbé, sur deux accusations pour larcin; Emilie Lasonde, pour larcin; Julien Lemieux, Louise Daigneau, Alfred Martin, Louise Lemieux, Emery Lemieux, larcin; Thomas Joye et George Robertson, escroquerie; Samuel Coulter, mise en circulation d'un faux billet promissoire; James Cunningham, sur trois accusations pour mises en circulation de faux billets promissoires de l'étranger; le même, pour possession et garde félonieuse et intentionnelle d'un faux billet promissoire de l'étranger;

James Bank, accusé de larcin, retire son plaidoyer de "non-coupable" et s'avoue coupable; James Cooke, prévenu du même délit, adopte aussi ce plaidoyer.

Séance de Samedi, le 11.—George Labbé, interpellé de répondre à deux indécisions pour larcins consommés dans l'emploi de commis-marchand, se déclare "non coupable." Procès ajourné à mardi 14.

Emilie Lasonde s'avoue coupable de larcin. François Xavier Mallet et Guillaume Mallet, poursuivis pour cause de "nuisance publique", sont déclarés coupables par le jury. L'accusation exprimait que les défendeurs avaient obstrué une rue et intercepté la circulation publique au village Ste. Anne. Leur défenseur, M. Fleming, prétendit qu'il ne s'agissait pas d'une voie ayant deux issues, ouverte à la li-

bre circulation, mais d'une espèce de carrefour qui n'était pas proprement la voie publique dont la loi défend d'obstruer le passage, et que les défendeurs y avaient un droit de propriété. La cour opina différemment, même dans l'hypothèse de l'existence d'un tel droit en faveur des défendeurs. Ce procès occupa l'audience jusqu'au soir. Après le verdict rendu, la cour sursit au prononcé de la sentence.

Le grand-jury rapporta *bills* fondés contre: Alexis Ratelle, pour argent obtenu sous de faux prétextes; Jean Baptiste Tellier, dit Jean Lafontaine, pour larcin; Maria Wark, Jane Wausar et Margaret Cameron, pour tenue de maison déréglée; Anne Vanson, Rebecca Murphy, Julie Capot, Mary Anne Boylen, et William Kelly, pour même délit; Eliz a Vass, Margaret MacCarthy, Anastasie O'Brien, Robert Canyand, George Peuple, même offense; Narcisse Laliberté, Marguerite Souney et Angèle Hébert, même offense; Ephraim Miles Wheeler, pour larcin, et François X. Furry, pour larcin.

La Cour prononce contre James Cooke, coupable de deux larcins, un emprisonnement de 15 jours pour chaque offense; contre Emilie Lasonde, un mois de prison; et 15 jours de maison de correction contre James Newman, après les avoir admonestés au préalable.

Séance de lundi, 13.—Alexis Ratelle accusé d'avoir obtenu de l'argent sous de faux prétextes, s'avoue coupable.

J. B. Peltier dit J. B. Lafontaine, et J. B. Tellier dit J. B. Lafontaine, accusés de larcin, s'avouent sur ce même délit.

Maria Wark, Jane Vanson et Margaret Cameron sont renvoyées de l'accusation d'avoir tenu maison déréglée, et déclarées non coupables.

Une question de frais sur règle pour obtenir la production d'un record du *mis en cause* sur appel par le défendeur d'une poursuite au F. X. Bélanger (intimé) est poursuivie. Ls. Caillé dit Jasmin (appelant) défendeur, et par suite de quoi Ls. A. Lachaise, Ec. juge de paix de St. Martin est mis en cause, occupe un moment la Cour, qui prend ce point en délibéré.

Mary Daly, accusée de larcin, est acquittée.

Michael Morton, accusé d'assaut sur un connétable dans l'exercice de son devoir, est déclaré coupable.

Le procès de F. X. Zacc, prévenu d'avoir mis en circulation un faux billet promissoire de l'étranger, est remis au premier jour juridique de la session prochaine de la cour.

Sur motion de Nelson Mott, il est donné lecture d'une requête touchant sa naturalisation comme sujet anglais.

Un procès important par sa nature, par le nombre des accusés, et par celui des témoins qu'il amène à l'audience, est appelé. Joseph Beauchamp, Léon Blanchard, Hippolyte Morneau, Joseph Varin, Edouard Beauchamp, Vital Maguen et Simon Chamberland accusés d'émulation accompagnée d'assaut, plaident séparément non coupables. L'instruction se poursuit jusqu'à 4 heures et demie de l'après-midi, puis l'audience est levée après que les jurés ont été assermentés.

Le grand jury rapporte les *bills* suivants comme fondés:

Contre Marguerite Pineau pour effets obtenus sous de faux prétextes; contre J. Gauthier dit Joseph Dufort, pour larcin en récidive; contre Pierre Thibault dit Pierre Pacault, pour larcin; contre le même, pour larcin; contre Charles Arnoldi, pour larcin; contre Jean Deslaurier, pour larcin; contre Joseph Brisson dit Joseph Beaupré, pour vol de cheval; contre Jonathan Joliff, Elizabeth Richard, Caroline Joliff, Mary Joliff, Elizabeth Joliff, Sarah, Catherine et Mary Walton, pour tenue de maison déréglée; contre Ellen Campbell et Louisa Henry, pour même offense; contre Cyprien Dion dit Cyprien Lemoine et Félix Payette, pour assaut avec intention d'infliger des blessures graves.

FAITS DE L'ETRANGER.

Un cruel événement, arrivé dans la soirée du deux Décembre, a plongé dans la consternation les religieux carmélites du couvent de la rue Charonne, Paris. L'une des religieuses, âgée d'environ cinquante cinq ans, rentrée vers sept heures du soir dans sa chambre, se trouvait depuis quelques instants contre la cheminée, où elle se chauffait, lorsqu'une étincelle a mis le feu à ses vêtements sans qu'elle s'en aperçût. Le feu s'est propagé avec une extrême rapidité, et, en quelques secondes, elle a été enveloppée par les flammes. Alors, après avoir essayé vainement d'éteindre l'incendie qui la dévorait, elle a appelé à son secours, et l'on s'est empressé d'accourir de toutes parts. Malheureusement le feu avait fait sur sa personne des ravages si prompts et si graves, que, quand on a pénétré dans sa chambre, on a trouvé la victime étendue sans mouvement et à moitié carbonisée sur le parquet. L'incendie, qui avait gagné les meubles, a été éteint sans peine; mais, malgré les secours empressés prodigués sur-le-champ à l'infortunée religieuse, il a été impossible de la rappeler à la vie.

Dans la même soirée, un accident presque aussi funeste est arrivé sur le quai Jemmapes, 186, dans une boutique de bougies. Un ouvrier de la fabrique, nommé Penel, âgé de 28 ans, en voulant puiser dans une grande baignoire remplie d'eau bouillante, a glissé et est tombé les pieds en avant dans la liquide en ébullition, où il est entré jusqu'à la ceinture. Ses camarades, accourus à ses cris, de détresse, sont parvenus à le retirer, et de prompts secours lui ont été donnés. Mais l'action de la chaleur avait agi avec tant de violence que la peau de toute la partie inférieure de son corps jusqu'aux pieds s'est détachée immédiatement, est tombée en lambeaux et a laissé

cette partie complètement dépouillée. C'est dans cet horrible état qu'il a été transporté à l'hôpital Saint-Louis, où l'on craint de ne pouvoir le conserver à la vie.

—On lit dans l'*Ami de l'Orient*, journal de Grenoble, du 28 novembre:

"La gendarmerie vient d'arrêter le chef d'une bande de malfaiteurs qui infestait la moitié de l'arrondissement de la Tour du Pin et une partie de celui de Vienne; c'est un nommé Ginot, ancien maréchal-ferrant aux Avenières. Arrêté il y a huit jours, à Bourgoin, par le commissaire et l'agent de police, Ginot s'échappa en tirant un coup de pistolet, qui heureusement, ne blessa personne. Deux repris de justice qui se trouvaient avec lui restèrent entre les mains de la police. Depuis lors, la gendarmerie de Morestel et de la Tour du Pin secondée par les autorités locales, n'a cessé d'être sur pied et de surveiller les allées et venues de ce bandit, tandis que la douane, avertie, faisait bonne garde à la frontière.

"Le 25, Ginot se trouvait à Saint-Solin. La gendarmerie parvint enfin à le mettre en arrestation: mais il fallut user de ruse, car il était armé de deux pistolets et n'aurait pas reculé devant un meurtre pour assurer son salut. Maintenant il fut des révélations, énumèrent ses méfaits et nomme ses complices. Il devait assassiner deux vieillards habitant Gonas, canton de Meyzieu, et leur voler 40,000 fr. Il a déclaré être l'auteur de la tentative de meurtre dans le sieur Bressot, de Soleymien, a failli être la victime. La justice continue à rechercher ses complices, qui ne tarderont pas à tomber entre ses mains. Cette arrestation doit rassurer les populations, qu'avaient effrayées tant de vols, d'incendies et diverses tentatives de meurtre."

CORRESPONDANCE.

M. l'Éditeur,

Le *Moniteur*, qui se mêle de tout, ne veut pas mieux disserter sur les droits du Barreau que sur la politique du gouvernement. Il s'avisait de toucher à cette corde en accumulant contre les avocats des torts de son invention. Ce n'était pas assez pour le *Moniteur* de soutenir que la population était victime du ministère; il lui faut encore voir en elle une victime des *privileges* ruinés accordés au barreau. Ou sont les *privileges*? quel honoraire d'avocat pouvait donc être ruiné d'après l'ancien tarif?

Objection: j'ai avant tout un éclaircissement du *Moniteur* sur ces deux parties de sa proposition?

Les erreurs que le *Moniteur* commet sont en grand nombre: je vais en signaler les principales:

Première erreur.—Les avocats n'ont point passé les lois; c'est la législature: l'absurdité des lois ne peut donc leur être reprochée. Au contraire, le barreau n'a cessé depuis bien des années d'exprimer hautement son opinion en faveur de l'établissement d'une commission d'hommes de loi auxquels il serait avantageux de soumettre les projets de lois pour examens et rapports préalablement à leur promulgation.

Seconde erreur.—Les avocats n'auraient pu garantir de défauts les lois de la législature, attendu que cela n'est point possible, le *code français* étant lui-même obscur en un grand nombre de ses articles, et les lois lui-mêmes se résolvant toutes, plus ou moins, de cette infirmité. D'ailleurs, c'est une idée originale que des avocats aient voulu rendre intelligibles les lois pour empêcher d'autres qu'eux d'en comprendre le sens, et cette conception ne manque pas d'ingénuité.

Troisième erreur.—Le peuple n'est pas tout-à-fait privé du droit de se défendre et plaider sa cause lui-même devant les tribunaux. Seulement, dit le *Moniteur*, dites-moi en quel cas le peuple est capable de plaider lui-même sa cause devant un tribunal. Prouvez-moi que cela n'est point impossible. Avez-vous seulement assisté aux séances d'une cour souveraine à la campagne?

Quatrième erreur.—Les avocats ne revendiquent point seuls le *privilege de parler devant les juges*: cela n'est point exact. Seulement ils jouissent de ce *privilege* en plusieurs cas, par l'autorité de la loi. Interrogez le bon sens, et lisez un peu la préface de Pigeau (procédure civile) et l'introduction à la jurisprudence française, sous le titre "idée de la justice civile" par Prévôt de la Jannée.

Cinquième erreur.—En disant ou donnant à entendre que les avocats pouvaient empêcher la passation de cette loi injuste qui impose au peuple une énorme taxe pour la construction du palais de justice dans le Bas-Canada, le *Moniteur* dit ou donne à entendre ce qui n'est pas vrai. Le peuple agissant par ses représentants, ne pense pas à mettre sur le dos des avocats les actes des messieurs de la législature.

Sixième erreur.—Ce n'est point aux avocats, c'est à la législature à passer une loi "pour payer une indemnité aux jurés du Bas-Canada." Tous les avocats du monde n'y peuvent rien si celle-là s'y refuse.

Septième erreur.—Les avocats ne se sont point et ne sont pas opposés à la "décentralisation des affaires." Ils la désirent, au contraire. Le peuple peut demander, ses représentants agir, ou le *Moniteur*, s'il le veut, prendre leur place.

Un grand nombre d'autres erreurs se résument dans ce fait: le *Journal du Peuple* trompe le peuple par ses affirmations contraires à la vérité et ses amplifications d'écolier de douze ans.

P. L.

EXTRAITS DE JOURNAUX.

(Du Canadien.)

Parmi les objets de curiosité destinés à l'exposition universelle de 1851 et qui sont déjà arrivés à Londres, on remarque une pendule pouvant aller pendant quatre cents jours sans avoir besoin d'être remontée, fabriquée à Bicester, près d'Oxford; une voiture à deux chevaux, qui à volonté peut être transformée en deux voitures chacune à un cheval, construite à Shepton Mallet, dans le comté de Somerset; une machine portative à copier les lettres à l'encre ordinaire, et qui fonctionne moyennant une légère pression de la main, fabriquée à Oxford; un soufflet de salon qui joue l'air de *God save the Queen*, fabriqué à Tavistock, dans le comté de Devon.

Un libraire de Londres exposera une collection de tous les journaux qui se publient actuellement sur les divers points du globe.

(De la Gazette du Canadien.)

L'attention du public et des éditeurs de papiers-nouvelles publiés dans les diverses localités de cette province, est appelée sur les Règles très-importantes qui suivent, et qui intéressent profondément toutes les personnes qui ont l'intention de demander des actes locaux ou privés.

Extraits des Règles Permanentes de l'Assemblée Législative, concernant les Bills Privés ou Locaux.—Adoptées le 3 août, 1850.

61e Règle.—Qu'à l'avenir, la chambre ne recevra aucune pétition pour aucun bill privé ou local après les quinze premiers jours de chaque session, à moins que le pétitionnaire n'ait auparavant demandé, après en avoir donné avis, la permission de présenter la dite pétition, et obtenu de la chambre la permission de le faire.

62e Règle.—Qu'à l'avenir cette chambre ne recevra aucun bill privé ou local que dans les premières quatre semaines de chaque session.

63e Règle.—Que cette chambre ne recevra aucun rapport du comité permanent ou spécial sur aucun bill privé ou local, que dans les premières six semaines de chaque session.

64e Règle.—Que toutes les demandes pour un bill privé ou local pour l'érection d'un pont, la construction d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières ou d'une ligne de télégraphe, la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, chaussée ou glissoire, ou autre travail semblable, la construction de travaux pour fournir le gaz ou l'eau, ou pour l'incorporation d'une profession, ou négociation particulière, ou aucune compagnie de cimetières, l'incorporation d'une ville ou cité, l'imposition d'une taxe locale, la division d'un comté ou township, le règlement d'une commune, l'arpentage de nouveau d'un comté ou township, ligne ou concession, ou pour accorder à aucun individu ou individus aucun droit ou privilège exclusif, ou pour faire aucune matière, ou chose qui serait de nature à affecter les droits ou propriétés d'autres parties, ou pour faire aucun amendement d'une nature analogue à aucun ancien acte, exigera la publication de l'avis suivant, savoir:

Dans le *Haut-Canada*.—Un avis sera inséré dans un papier-nouvel, publié dans le comté ou union de comtés intéressés.

Dans le *Bas-Canada*.—Un avis inséré dans un papier-nouvel en langue anglaise, et dans un papier-nouvel en langue française dans le district intéressé (si aucun tel papier-nouvel n'y est publié) et aussi affiché à la porte de l'Eglise de chaque paroisse ou township qui peut être intéressé dans la dite demande, ou dans l'endroit le plus public quand il n'y a pas d'église.

Les dits avis seront continués dans chaque cas pour une période d'un mois deux mois, durant l'intervalle du temps qui s'écoulera entre la fin de la session précédente et la présentation de la pétition.

65e Règle.—Qu'avant qu'un soit présenté à cette chambre aucune pétition pour obtenir permission d'introduire un bill privé pour ériger un pont de péage, la personne ou les personnes qui se proposent de présenter pour tel bill, en donnant la notice ordonnée par la règle soixante-quatrième, donneront aussi, en même temps et de la même manière, un avis indiquant les taxes qu'elles se proposent de demander, l'étendue du privilège, l'élevation des arches, l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et bâtiments, et mentionnant si elles se proposent de bâtir un pont-levis ou non, et les dimensions du pont-levis.

66e Règle.—Que les parties publiant l'avis de la présente demande pour bills privés en vertu de la soixante-quatrième règle, devront transmettre aussitôt, que possible après la publication du dit avis à l'adresse du Bureau des bills privés, Assemblée Législative, une copie du papier-nouvel contenant la promesse insertion du dit avis (ou un certificat de l'insertion d'icelui par le propriétaire du dit papier-nouvel); et aussi après la présentation de la pétition, une copie du papier-nouvel contenant la dernière insertion du dit avis (ou un certificat d'icelle) en semblable avec la preuve que le dit avis a été affiché (si on le requiert) aux portes d'églises.

67e Règle.—Que chaque bill privé sera préparé par les parties qui le demandent, et imprimé par la personne qui aura entrepris les impressions journalières de la session de la chambre, avec les dits avis parties, et cent cinquante copies d'icelui seront déposées dans le bureau des bills privés pour l'usage des membres, avant la seconde lecture.

68e Règle.—Que lorsqu'un bill sera soumis à la chambre pour confirmer des lettres-patentes, une vraie copie des dites lettres patentes sera annexée au dit bill.

69e Règle.—Que les frais et dépenses encourus sur les bills privés qui accordent des privilèges ou avantages exclusifs, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, d'une ligne de télégraphe, d'un havre, canal, écluse, glissoire, chaussée ou autres travaux semblables, ou pour l'incorporation de compagnies de banque ou de commerce, compagnies de cimetières ou compagnies pour la construction d'usines à gaz ou d'aqueducs, ou pour aucun autre objet de profit, ou pour amener et étendre aucun ancien acte de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne devraient point être payés par le public, et que pour subvenir aux frais d'icelles parties demandant à obtenir un bill privé seront obligés de payer entre les mains du greffier de cette chambre la somme de £15, avant que, dans aucun cas, le dit bill soit discuté après avoir été lu pour la seconde fois.

70e Règle.—Qu'aucun bill privé ne sera lu une troisième fois avant que la partie intéressée ait remis au greffier un certificat de l'imprimeur de la reine, constatant que les frais d'impression de 150 copies de l'acte qui doivent être livrés au gouvernement, ont été payés, ou que le paiement est garanti.

W. R. LINDSAY,
Greffier de l'Assemblée.

Mem.—Aucune pétition imprimée ne sera dans aucun cas reçue; aucune pétition ne sera non plus reçue à moins que des signatures n'y soient apposées sur la même feuille, parchemin ou papier sur laquelle la dite pétition sera écrite.

DECES.

En cette ville le 10 du courant, de pulmonie, après une maladie de onze mois, supportée avec une patience héroïque et une résignation vraiment chrétienne, Belle M. Séraphine Robillard, à l'âge de onze ans 7 mois. Elle était fille de St. Pierre Robillard c'est la sixième victime que la mort impitoyable enlève à cette famille éplorée depuis deux ans. Présentant sa mort approcher elle se mit du pain des forts et elle s'endormit dans le Seigneur. Elle est allée au ciel recevoir la récompense de ses vertus et en recueillit la palme. (Canaquien 6.)

ANNONCES.



TRAVAUX PUBLICS.

DES OFFRES seront reçues jusqu'au LUNDI, le TROISIEME jour de FEVRIER prochain, pour les OUVRAGES de CHARPENTE du NOUVEAU PALAIS de JUSTICE, pour Montréal.

Le montant des contrats sera payé argent comptant au fur et à mesure que l'ouvrage avancera, moins la somme de 25 par cent qui sera retenue jusqu'à la confection des travaux; les contracteurs seront tenus de fournir deux cautions à la satisfaction des Commissaires du Bureau des Travaux Publics; les offres seront adressées aux dits Commissaires, mais ils ne s'obligent pas d'accepter les plus basses.

Pour plus amples informations, s'adresser au bureau des soumissionnaires, 87, rue des Fortifications, où l'on pourra voir les plans et devis.

OSTELL & PERRAULT,
Architectes.

Montréal, 10 janvier 1851.

ATTENTION!!!

VRAI VIN FRANÇAIS SANS MELANGE.

M. M. HERVEON & Cie., sollicités par des mémoires de leur famille, résidente aux portes de Bordeaux et en position incontestablement favorable, viennent de recevoir par le navire "l'Arthur" un ASSORTIMENT de CHAMPAGNE et de VINS de qualités diverses, purs et généreux, qu'ils se proposent de vendre en gros et en détail, à des prix excessivement modérés.

C'est l'occasion pour les amateurs et pour le public en général, de renoncer à ces mélanges funestes et corrosifs, à ces mixtures destructives des saines habitudes. C'est aussi une opportunité pour MM. du clergé, de se procurer un Vin pur, épuré de tous les ingrédients chimiques, et à des montants qui ne permettent même pas de donner un nom à certaines boissons détrempées jusqu'à leur essence.

Adresse:—M. M. HERVEON & Cie., coin des rues St. Vincent et Notre-Dame, N° 84.

Montréal, 3 Décembre, 1850.

GABRIEL LECHE
ECCLÉSIASTIQUE ET CIVIL
POUR 1851.

A vendre chez

F. R. FABRE et Cie.,
Rue St. Vincent, N° 3.

19 nov. 1849.

FRANÇOIS LEDUC.

INFORMATIONS DEMANDEES.

On a besoin à ce bureau d'informations sur le Sieur François Leduc, qui serait décédé en Canada vers 1831 ou 1832. Ces informations sont demandées dans l'intérêt d'une famille Leduc, d'Alençon, en France.

Bureau du Secrétaire Provincial, Toronto le 25 Octobre 1850.

A être publié pendant un mois dans les *Mélanges Religieux*, la *Minerve* et le *Journal de Québec*.

Avis

AUX ENTREPRENEURS.

LES SYNDICS pour la construction d'une EGLISE et L'ASSEMBLÉE dans la Paroisse de St. Zotique, reçoivent des soumissions le 15me JOUR de JANVIER prochain à 10 HEURES de matin on la CHAPELLE de la dite Paroisse, pour la construction d'une Eglise et Sacristie en bois. L'Eglise devra avoir 90 pieds de long sur 45 pieds de large et 32 pieds d'une pierre à l'autre de hauteur, et la Sacristie 25 pieds carrés. Le tout à mesure française et de l'église en dedans. Pour plus amples informations, voir les PLANS et DEVIS pour référence.

St. Zotique, ce 15 décembre 1850.

HOTEL RICHARD.

CETTE maison, déjà connue du public sous le nom de *Pension Privée*, est sise à l'extrémité supérieure de la Place Jacques-Cartier (ancien Marché-Neuf), au No. 7. Les familles et les personnes voyageant pour leur santé, y trouveront en tout temps des chambres convenablement meublées, la tranquillité, et toutes les attentions désirables. L'établissement a vue sur le fleuve et réunit à la beauté du site les avantages de la centralité, du voisinage du port et des débarcadères des chemins de fer. Prix égaux à ceux des hôtels où il y a table d'hôte.

A VENDRE ou ÉCHANGER.

UN TERRAIN sis et situé au quartier St. Louis de la cité de Montréal, près de l'Évêché de Montréal, de la contenance de 40 pieds de front sur 164 de profondeur, tenant par devant à la rue St. Denis, d'un côté un propriétaire, de l'autre à M. Louis Joseph Papineau, et par derrière joignant à M. Ricard avec une maison en bois à un étage, bien finie. 38 de front sur 22 de profondeur, glacière et autres dépendances dessus construites.

Pour les conditions, qui seront des plus libérales, s'adresser au propriétaire sur les lieux, M. TOUSSAINT LADOUCEUR, ou au Notaire soussigné.

C. A. BRAULT, N. P.

Montréal, 26 juillet 1850.

ATTENTION!

A VENDRE,

À l'Évêché, à la Présidence et dans toutes les Librairies Catholiques de cette ville,

NEUVAINES

POUR SE PRÉPARER À LA FÊTE

DE LA NAISSANCE

De Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Par le R. P. MEZZARELLI de la C. de J., traducteur de l'Italien, d'après la dernière édition de Rome.

PRIX: 2s. 6d. LA DOUZAINE.

Montréal, 2 novembre